

Loi de finances 2013 : le Grand Paris Express est passé à la trappe

Le Point.fr - Publié le 02/10/2012 à 20:08

Patrick Braouezec, président de Paris Métropole, a souligné mardi « l'impérieuse nécessité » d'inscrire dans le budget le milliard d'euros correspondant au futur métro.

Patrick Braouezec (Front de gauche), président de Paris Métropole, qui réunit 202 collectivités d'Île-de-France, a souligné mardi « l'impérieuse nécessité » d'inscrire dans le budget 2013 le milliard d'euros destiné à financer le futur métro Grand Paris Express. Cette ligne budgétaire n'apparaît pas dans le projet de loi de finances pour 2013 présenté vendredi par le gouvernement, alimentant les inquiétudes sur la réalisation de ce projet d'aménagement structurant pour la région capitale.

« On est comme tout le monde : chagrin de voir que ce milliard n'est pas inscrit », a affirmé Patrick Braouezec, au nom de Paris Métropole, qui rassemble plus de 140 communes, 7 départements dont Paris, la région IDF et des communautés d'agglomération. « Je ne désespère pas qu'il y ait une prise de conscience : il y a là une impérieuse nécessité que ce milliard soit introduit lors des débats », a déclaré Patrick Braouezec, par ailleurs président de la communauté d'agglomération Plaine Commune (Seine-Saint-Denis). « Nous faisons le maximum aujourd'hui pour faire comprendre au gouvernement et au Parlement la nécessité d'inscrire ce milliard.

Il est nécessaire pour lever les emprunts » qui permettront de réaliser les 200 kilomètres du métro, a-t-il poursuivi, parlant d'un « intense travail de lobbying en cours ».

Pour lui, « si on remet en cause le Grand Paris Express, par effet domino ça remet en cause le développement économique et de la construction de logements » qui étaient associés à ce projet d'infrastructures. « Ce serait un retour à la case départ, une déception pour les populations qui ont été consultées sur ce projet et qui se sont mobilisées lors du débat public », a insisté Patrick Braouezec. L'élu de Seine-Saint-Denis a rappelé que le tracé du Grand Paris Express était « un compromis par le haut » qui a « fait l'objet ensuite du travail du gouvernement et des élus de toutes les couleurs politiques sur les contrats de développement territorial autour des futures gares ». « Cet engagement n'est pas que comptable, et l'enjeu n'est pas que francilien : si la région capitale se porte mal, l'ensemble du pays en subira les conséquences », prédit-il.

Grand Paris : les élus inquiets de ne pas voir le projet au budget 2013

Créé le 02-10-2012 à 19h50 - Mis à jour à 20h40

Nouvel Observateur

PARIS (AFP) - A gauche comme à droite, des élus franciliens se sont inquiétés mardi de ne pas voir le milliard d'euros prévu pour le lancement des travaux du Grand Paris Express, la double boucle de métro autour de la capitale, inscrit au projet de budget 2013. « Les engagements de l'Etat seront tenus, précisés et financés », a pourtant assuré le ministère de l'Égalité des territoires et du Logement, dirigé par la Verte Cécile Duflot. Le gouvernement attend notamment les résultats de la mission chargée d'évaluer le projet. 'A l'issue de ces travaux, le gouvernement arrêtera un plan de financement du projet correspondant à la priorisation qu'il aura décidé, et respectueux de l'effort de redressement des comptes publics », ajoute le ministère. A la Société du Grand Paris, le maître d'oeuvre, on souligne par ailleurs que l'on n'a « pas besoin de ce milliard ni en 2013 ni en 2014, mais 2015, quand on entrera dans le dur des travaux ».

Mais loin d'être rassuré, Patrick Braouezec (FG), président de Paris Métropole, qui réunit 202 collectivités d'Île-de-France, craint que « si on remet en cause le Grand Paris Express, par effet domino, ça remette en cause le développement économique et la construction de logements » associés à ce projet d'infrastructures.

« Il y a là une impérieuse nécessité que ce milliard soit introduit lors des débats », a dit à l'AFP M. Braouezec, par ailleurs président de la communauté d'agglomération Plaine Commune (Seine-Saint-Denis). Ce milliard, a-t-il dit, est nécessaire pour lever les emprunts » qui permettront de réaliser les 200 km du métro. « L'enjeu n'est pas que francilien : si la région capitale se porte mal, l'ensemble du pays en subira les conséquences », a-t-il mis en garde.

A droite, Valérie Pécresse, l'ancienne ministre du budget de Nicolas Sarkozy, chef de l'opposition UMP au conseil

régional d'Île-de-France, juge que ce budget marque l'« acte de décès du Grand Paris ». Pour le sénateur UMP Roger Karoutchi, président de la commission des finances à la région, « personne ne veut être le fossoyeur du projet, mais le gouvernement ne veut pas poursuivre l'effort ». Le gouvernement « a commis une erreur stratégique », accuse Laurent Lafon, président du groupe UDI à la région, estimant « inacceptable que l'Etat abandonne les Franciliennes et les Franciliens ».

« Nous ne pouvons accepter de voir ces projets (...) reportés aux calendes grecques, voire abandonnés », proteste pour sa part le groupe Front de gauche PCF-GU-AC à la région. Le président du conseil général du Val-de-Marne Christian Favier (PCF) a demandé à François Hollande de recevoir « d'urgence » les élus de la région. « Parler de métropole, de nouvelle gouvernance, de politique d'aménagement et d'environnement n'a aucun sens sans ce projet concret », affirme-t-il.

« En dépossédant la Société du Grand Paris d'un milliard d'euros d'ici 2016, le gouvernement condamne la réalisation rapide » de ce réseau de transports, dénoncent les élus UMP du Conseil de Paris. Déception également des élus UMP de Seine-Saint-Denis, pour lesquels leur département « risque, encore une fois, d'être le grand perdant des tergiversations du gouvernement ».

Au Medef Île-de-France, on demande que le gouvernement « revienne sur cette décision lors de la discussion parlementaire », a déclaré son délégué général Jérôme Dubus, estimant qu'« il en va de l'avenir de l'économie de la région capitale ».

Même son de cloche du côté la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) qui a jugé qu'il s'agit d'un « mauvais signal pour les entreprises de travaux publics » rappelant « que ce sont 10.000 emplois non délocalisables qui seront concernés chaque année durant la durée des travaux ».

Voulu par Nicolas Sarkozy, le projet du Grand Paris prévoit d'ici 2025 un métro de 200 km en rocade autour de la capitale, comprenant 72 nouvelles gares. Il représente un investissement d'environ 20 milliards d'euros.

Grand Paris Express : quand le milliard disparaît

Stoppé, pas stoppé ? Les réactions à la découverte hier que le milliard de dotation en capital prévu pour la Société du Grand Paris ne serait inscrit dans aucune loi de finances, annuelle ou triennale, a provoqué des interprétations diverses. A droite, c'est clair : le gouvernement a « dépossédé » la SGP de son milliard, comme l'écrit dans un communiqué le groupe UMP au Conseil de Paris, pour qui cette décision « condamne la réalisation rapide d'un réseau en rocade de transports en commun ». Pour Valérie Pécresse, ex-ministre du Budget et élue régionale, on est face au « démantèlement programmé du Grand Paris ». « Concrètement, la non inscription du milliard d'euros attendus signifie que que le métro automatique en boucle autour de Paris ne sera pas réalisé », a-t-elle dit. Quant au Medef Ile-de-France, il a vu dans l'épisode « un mauvais signal », en particulier pour les investisseurs et les entreprises étrangères.

En face, on dément. Dans l'entourage de Cécile Duflot, on affirme que « rien n'est remis en cause ». Et le rapporteur de la commission de contrôle parlementaire sur l'application de la loi sur le Grand Paris Alexis Bachelay, député (PS) des Hauts-de-Seine a souligné hier dans un communiqué que le lancement de la concertation sur la ligne rouge sud montrait « une volonté claire d'aller de l'avant », même si « la sous-estimation des coûts et du chiffrage et l'aspect irréaliste du projet annoncé par le précédent gouvernement posent problème ».

Mais ce sont les élus concernés qui sont désormais les plus inquiets. La semaine dernière, prenant les devants, ceux de Plaine Commune (93) et les élus départementaux du Val-de-Marne, avaient exprimé publiquement leur inquiétude.

Plus rare, le préfet de la région Daniel Canepa, s'était lui aussi manifesté publiquement ces derniers temps, via une interview au Figaro mercredi : « Un milliard d'euros seront nécessaires en 2015, y disait-il. Et cela implique une inscription dans la loi pluriannuelle des finances qui sera présentée ce vendredi. La question est donc d'actualité. »

Les élus du Grand Paris grognent contre Cahuzac

Par [Sophie de Ravelin](#)

Mis à jour le 03/10/2012 à 09:19 | publié le 02/10/2012 à 14:11 Réactions (33)

La décision du ministère du Budget de geler le milliard d'euros nécessaire au lancement des travaux de la double boucle de métro autour de Paris mécontente les élus franciliens de tous bords.

La guerre pour le milliard est ouverte. Réunis mardi matin, les élus franciliens du syndicat Paris Métropole, toutes tendances politiques confondues, se sont montrés pour le moins critiques face à la volonté du ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, de ne pas inscrire dans la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2013-2016 **le milliard d'euros nécessaire au lancement de la double boucle de transport autour de Paris...**

Patrick Braouezec, ex-PCF et président de la communauté de l'agglomération de Plaine commune, en Seine-Saint-Denis, est monté au créneau pour dénoncer ce choix « négatif ». Regrettant particulièrement de ne plus siéger à l'Assemblée nationale, il promet que les élus vont intervenir pour convaincre les parlementaires, « puisque le Parlement est censé le permettre », de « débattre jusqu'à ce que le milliard soit réintroduit ». Braouezec est convaincu : « Il y a un débat interne au gouvernement entre ceux qui ont compris l'intérêt du Grand Paris Express et ceux qui voient cela d'une manière plus éloignée, qui n'ont pas tout compris. » En clair, il invite le ministre du Budget à venir passer quelques heures sur le terrain pour comprendre la galère des Franciliens en matière de transport.

Le choix des « budgétaires »

Cécile Duflot, ministre du Logement, également chargée du dossier du Grand Paris, n'est pas vraiment la cible des élus. **Ils font encore confiance aux promesses** faites en septembre par l'ex-responsable du groupe écologiste au conseil régional d'Île-de-France de ne pas porter atteinte au projet. Lundi, son cabinet a répété que « rien n'(était) remis en cause ».

Daniel Breuiller, conseiller général et maire EELV d'Arcueil, se veut compréhensif vis-à-vis du gouvernement, qui a « du mal à boucler ses budgets » et qui « sacrifie tout ce qui n'est pas immédiatement indispensable ». Mais il regrette lui aussi clairement le choix des « budgétaires ». « Nous voulions, dit-il, inscrire ce milliard comme le signe palpable confirmant le lancement concret du réseau de transport. » Il espère lui aussi le soutien des parlementaires.

Une double boucle à 20 milliards d'euros

Le milliard d'euros, géré par la Société du Grand Paris, doit permettre de lancer les études et les travaux, mais aussi et surtout de servir de levier aux emprunts nécessaires pour le financement global de cette double boucle évaluée à 20 milliards d'euros. Représentant de la région Île-de-France à Paris Métropole, Jean-Marc Nicolle reconnaît que **l'excédent prévu cette année à la SGP de 500 millions d'euros, fruit d'une ligne nouvelle sur la feuille d'impôt des Franciliens**, « est susceptible de troubler le gouvernement ». Mais il rappelle que la SGP doit aussi contribuer à l'accélération du plan régional de mobilisation des transports destiné à la rénovation des lignes déjà existantes.

Maire UMP de Saint-Germain-en-Laye, Emmanuel Lamy regrette « la mauvaise coïncidence conjoncturelle » et prévient : « Si on laisse la situation en l'état, le logement, les transports, tout ça va nous péter à la figure... » À la mairie de Paris, à l'origine du syndicat Paris Métropole, on juge pour le moins « maladroite » la décision du ministère du Budget.

Le Grand Paris menacé d'un coup d'arrêt

Par Aude Seres, Service infographie du Figaro

Mis à jour le 02/10/2012 à 16:23 | publié le 02/10/2012 à 09:33 Réactions (61)

Le budget prévisionnel 2013-2015 n'inclut pas le milliard d'euros nécessaire à la construction du métro automatique. Le projet du Grand Paris pourrait être compromis.

Le Grand Paris est-il condamné? C'est tout au moins ce que l'on peut penser à la lecture du budget prévisionnel 2013-2015 de l'État. Car aucun euro n'est inscrit pour le financement du futur métro automatique autour de Paris dans la loi de programmation des finances publiques 2013-2015.

Or la société du Grand Paris et la préfecture de région Ile-de-France comptaient jusqu'à la semaine dernière encore sur l'inscription d'un milliard d'euros pour financer les travaux du métro automatique prévu pour contourner la capitale. Un métro dont le coût total est estimé à 20 milliards d'euros, dont 5 milliards en fonds propres, le reste étant financé par emprunt.

Valérie Pécresse, présidente du groupe UMP pour la région Ile-de-France a immédiatement réagi lundi soir. « La non-inscription du milliard d'euros attendu signifie que le métro automatique en boucle autour de Paris ne sera pas réalisé », a-t-elle affirmé. Elle juge que cette décision « condamne tout espoir de voir la situation des transports s'améliorer significativement dans les années à venir » en Ile-de-France.

D'une longueur de 200 kilomètres, ce métro automatique, appelé Grand Paris Express, comprend 70 nouvelles gares à l'horizon 2025. Et doit faciliter les liaisons de banlieue à banlieue sans passer par la capitale. Il s'agit de l'épine dorsale du projet du Grand Paris, voulu par Nicolas Sarkozy.



Au cabinet de **Cécile Duflot**, ministre du Logement également chargé du dossier du Grand Paris, on indiquait lundi que « rien n'est remis en cause ». **Une mission a été confiée à Pascal Auzannet**, un ancien de la RATP, pour fixer les priorités concernant les projets d'équipements sur tout le territoire. « Les décisions financières seront prises ensuite, dans les prochains mois », a-t-on précisé au ministère.

Redynamiser les territoires

Reste qu'autour des gares étaient prévus des « contrats de développement territoriaux », autour de grandes thématiques, comme la santé, l'enseignement supérieur, la culture afin de redynamiser les territoires d'Ile-de-France. Certains projets, comme le transfert des réserves du Louvre et d'autres musées à Cergy-Pontoise, avaient déjà du plomb dans l'aile, suite aux coupes budgétaires notamment au ministère de la Culture. Si d'autres en revanche avançaient positivement, ils sont prévus pour avoir pour cœur les gares du métro automatique. Or, sans métro automatique, pas de gares... D'ores et déjà, à la région Ile-de-France - en charge des transports pour la région - et à la société du Grand Paris, **les experts planchent sur les moyens de financer les travaux sans l'apport en fonds propres...** Pas évident. Quant aux élus franciliens, ils devraient se mobiliser sur le sujet.

Le Medef Ile-de-France ne veut pas renoncer au Grand Paris

Metro

Le syndicat patronal et le Front de gauche s'inquiètent de la décision du gouvernement de geler les crédits alloués à la construction d'une nouvelle ligne autour de Paris. Cette liaison sud de la rocade, premier volet du projet Grand Paris, doit relier Pont de Sèvres à Noisy-Champs (93).

Le budget prévisionnel 2013-2015 a fait une première victime. Le gouvernement a décidé lundi de ne pas y inscrire le début des travaux du Grand Paris/Express, qui se chiffrait à un milliard d'euros. Le **Medef Ile-de-France** a demandé ce mardi au gouvernement de revenir sur cette décision, jugeant qu'« il en va de l'avenir de l'économie de la région capitale ».

La suppression de cette dotation qui devait permettre de financer le début de la réalisation de la liaison sud de la rocade, entre Pont-de-Sèvres et Noisy-Champs, constitue, « un mauvais signal à tous ceux qui ont cru au projet », a déclaré à l'AFP le délégué général du Medef IdF Jérôme Dubus. Le Front de gauche s'est également alarmé de cette décision, la qualifiant de « désastreuse » par la voix de Ian Brossat, président du groupe PCF / PG au Conseil de Paris, dans un communiqué. **« Il s'agit d'une très mauvaise nouvelle pour les Franciliens, et pour les Parisiens en particulier »**, a-t-il ajouté.

« Le projet du Grand Paris est une opportunité exceptionnelle »

Pour Jérôme Dubus, « ce n'est pas si dramatique que cela parce qu'il y a des réserves à la Société du Grand Paris (SGP), mais il faut que le gouvernement revienne sur cette décision lors de la discussion parlementaire qui va s'engager sur le budget 2013 ».

Selon lui, « le projet du Grand Paris est une opportunité exceptionnelle pour l'Ile-de-France et son tissu économique ». « L'investissement réalisé devrait en effet permettre de renouer rapidement avec la croissance dans notre région avec à la clé des dizaines de milliers d'emplois nouveaux », a-t-il jugé. **Le Grand Paris a aussi « fait l'objet d'un accueil extrêmement favorable de la part des investisseurs extérieurs et des entreprises étrangères** qui y voient une réelle opportunité de s'installer dans notre région », a souligné M. Dubus.

« Rien n'est remis en cause »

Ce milliard n'a pas été budgété, mais « rien n'est remis en cause », avait souligné lundi le ministère de l'Egalité des territoires. Le gouvernement attend les résultats de la mission confiée à un expert, **Pascal Auzannet, chargé de fixer les priorités concernant les projets d'équipements sur tout le territoire**. « Les décisions financières seront prises ensuite, dans les prochains mois », a-t-on précisé au ministère de l'Egalité des territoires.

Voulu par Nicolas Sarkozy, le projet du Grand Paris prévoit un métro en rocade autour de la capitale, d'une longueur totale de 200 km et comprenant 70 nouvelles gares, d'ici 2025. **Il représente un investissement de 32 milliards d'euros.**

Menace sur les projets d'aménagement autour des gares

Par **Marion Kindermans** et **Dominique Malecot** | 03/10 | 07:00

L'incertitude qui règne désormais sur le Grand Paris Express met à mal plusieurs projets franciliens qui étaient conditionnés à l'implantation des gares.

Le métro automatique n'est pas le seul à avoir du plomb dans l'aile. Plusieurs projets d'envergure, attirés par le potentiel de développement des gares, voient leur avenir en pointillé. [C'est le cas d'Europa City, ce complexe pharaonique de 1,7 milliard d'euros, situé au cœur du Triangle de Gonesse](#), à mi-chemin entre les aéroports du Bourget et de Roissy-CDG. Immochan, la filiale immobilière du groupe Auchan, qui porte seul le projet, a toujours conditionné le lancement des travaux à la création d'un réseau de transport. Située sur le tracé rouge nord du Grand Paris Express, qui relie la Défense à Roissy-CDG, la gare multimodale est indispensable pour drainer les 80.000 visiteurs quotidiens prévus. Auchan propose même de la cofinancer. Car son ambition est grande avec ce nouveau concept mêlant loisirs, culture, commerces et hôtels sur 600.000 m². Soutenu par l'ensemble des élus du nord-est parisien, Europa City doit créer 12.000 emplois directs.

[Immochan se base donc sur une gare pour 2022, voire 2025, pour lancer son premier coup de pioche](#) en 2017. Au-delà, le groupe ne cache pas qu'il ira voir ailleurs. « *Cette décision de ne pas affecter le milliard d'euros nous inquiète. Si le phasage du Grand Paris Express est remis en cause, nous arrêterons le projet et investirons ailleurs qu'en France* », affirme Christophe Dalstein, directeur exécutif d'Europa City. « *Ce groupe privé porte seul le risque financier. Il est normal qu'il ne puisse pas attendre plus longtemps* », analyse une source proche du dossier.

« C'est une vraie catastrophe »

Au-delà, c'est tout l'aménagement du Triangle de Gonesse, cette énorme réserve foncière de 700 ha (dont 280 ha urbanisables), qui pâtira de l'absence de gare. A côté d'Europa City, sont prévus un quartier d'affaires et un parc de 70 ha, l'ensemble devant entraîner la création de 40.000 emplois. [Ils devraient se contenter du « barreau de Gonesse » \(reliant le RER B et RER D\)](#), liaison ferroviaire de 320 millions d'euros, qui est promise depuis des années pour éviter à la population locale de repasser par Paris pour travailler à Roissy.

Dans le sud-francilien aussi, on s'inquiète des arbitrages du gouvernement. La remise en cause de la Ligne verte, reliant Versailles à l'aéroport d'Orly, pèsera sur le dynamisme des pôles de Saclay ou du Cancer Campus de Villejuif. « *C'est une vraie catastrophe*, explique Hervé Hocquard, maire UMP de Bièvres et administrateur de l'Établissement public de Paris Saclay, *nombre d'établissements ont subordonné leur venue sur le plateau à un réseau de transports performant.* » Même inquiétude chez François de Mazières, le député-maire UMP de Versailles et président de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc : « *Le projet de Saclay devient très bancal au moment où toutes les décisions se prennent pour les grandes écoles et pour des investissements majeurs.* » Ce projet de « Silicon Valley » à la française, voulu par Sarkozy et visant à regrouper 30.000 étudiants et 12.000 chercheurs sur Saclay, avait déjà du mal à décoller. L'absence de transport signifierait son arrêt de mort.

Marion Kindermans Avec D. MA, Les Echos



Le calendrier d'Europa City, immense complexe de loisirs porté par Immochan, filiale immobilière du groupe Auchan, suit la perspective d'une gare au Triangle de Gonesse (Nord Est parisien) pour 2025 au maximum. Au-delà, le groupe investira ailleurs. Au sud de Paris, la remise en cause de la ligne verte, reliant Versailles à l'aéroport d'Orly, risque de peser sur le projet scientifique et technologique de Saclay, destiné à devenir un cluster innovant d'envergure internationale... .. ou sur le Cancer Campus de Villejuif, qui rassemblerait, sur un même site autour de l'Institut Gustave-Roussy, un ensemble recherche-formation de haut niveau, des entreprises innovantes ainsi qu'un pôle dédié à la lutte contre le cancer.

Grand Paris : « engagements seront tenus »

AFP Publié le 02/10/2012 à 20:39 [Réagir](#) [Le Figaro](#)

Le cabinet de la ministre de l'Égalité des territoires et du logement Cécile Duflot a assuré aujourd'hui que le projet du Grand Paris Express, la double boucle de métro autour de la capitale, « se poursuivrait » avec « les financements nécessaires à sa réalisation ».

Alors qu'à droite comme à gauche des élus franciliens s'inquiètent de ne pas voir le milliard d'euros prévu pour le lancement des travaux inscrit au projet de budget 2013, le cabinet de la ministre a publié dans la soirée un communiqué promettant que « les engagements de l'État » seraient « tenus, précisés et financés ».

« Conformément aux engagements du président de la République, le gouvernement a annoncé, dès sa nomination, que le projet de métro automatique du Grand Paris Express se poursuivrait en garantissant les financements nécessaires à sa réalisation », écrit le ministère. « Les engagements financiers pris par l'État n'ayant pas été garantis par le précédent gouvernement, Cécile Duflot a souhaité que toute la transparence soit faite sur les coûts du projet et ses modalités de financement, afin d'assurer la pérennité du projet et son engagement effectif », poursuit le texte.

« C'est ce travail qui est en cours actuellement », à l'issue duquel « le gouvernement arrêtera un plan de financement du projet correspondant à la priorisation qu'il aura décidé, et respectueux de l'effort de redressement des comptes publics », ajoute le ministère. « [Ce plan d'actualisation, d'organisation, de priorisation et de financement du Grand Paris Express sera arrêté par le gouvernement au début de l'année 2013](#) », précise enfin le ministère.

Voulu par Nicolas Sarkozy, le projet du Grand Paris prévoit d'ici 2025 un métro de 200 km en rocade autour de la capitale, comprenant 72 nouvelles gares. Il représente un investissement d'environ 20 milliards d'euros.

02 octobre 2012

Grand Paris : ciel, un milliard d'euros a disparu !

Béatrice Jérôme Le Monde

Il manque un milliard pour le Grand Paris Express. Le ministère du budget a mis son veto à l'inscription de cette somme dans l'enveloppe budgétaire de Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires pour 2013-2015. Ce pactole était censé financer le métro automatique autour de la capitale, programmé sous Nicolas Sarkozy. Ce milliard manquant, il faudra « *trouver un plan B* », reconnaissait, en juillet, un conseiller ministériel.

Le gouvernement Fillon s'était engagé, en janvier 2010, à mettre en service d'ici à 2025 le futur métro long de 205 km, jalonné de 72 gares estimé à 20,5 milliards d'euros. Le montage financier arrêté alors comprenait une part de recettes fiscales : 5 milliards d'euros de taxes sur les entreprises et les particuliers de la région. Ainsi qu'un grand emprunt de 10 à 12 milliards souscrit auprès de la Banque européenne d'investissement.

A l'époque, pour contracter ce prêt, l'Etat s'était engagé à verser une dotation en capital de 4 milliards à la Société du Grand Paris (SGP), maître d'ouvrage du projet. Ce qui aurait supposé une première mise de près de 1 milliard dans le budget de 2015. Or, cette dotation initiale ne figure pas dans le projet de loi de programmation des finances publiques 2013-2015.

Les élus franciliens déchantent

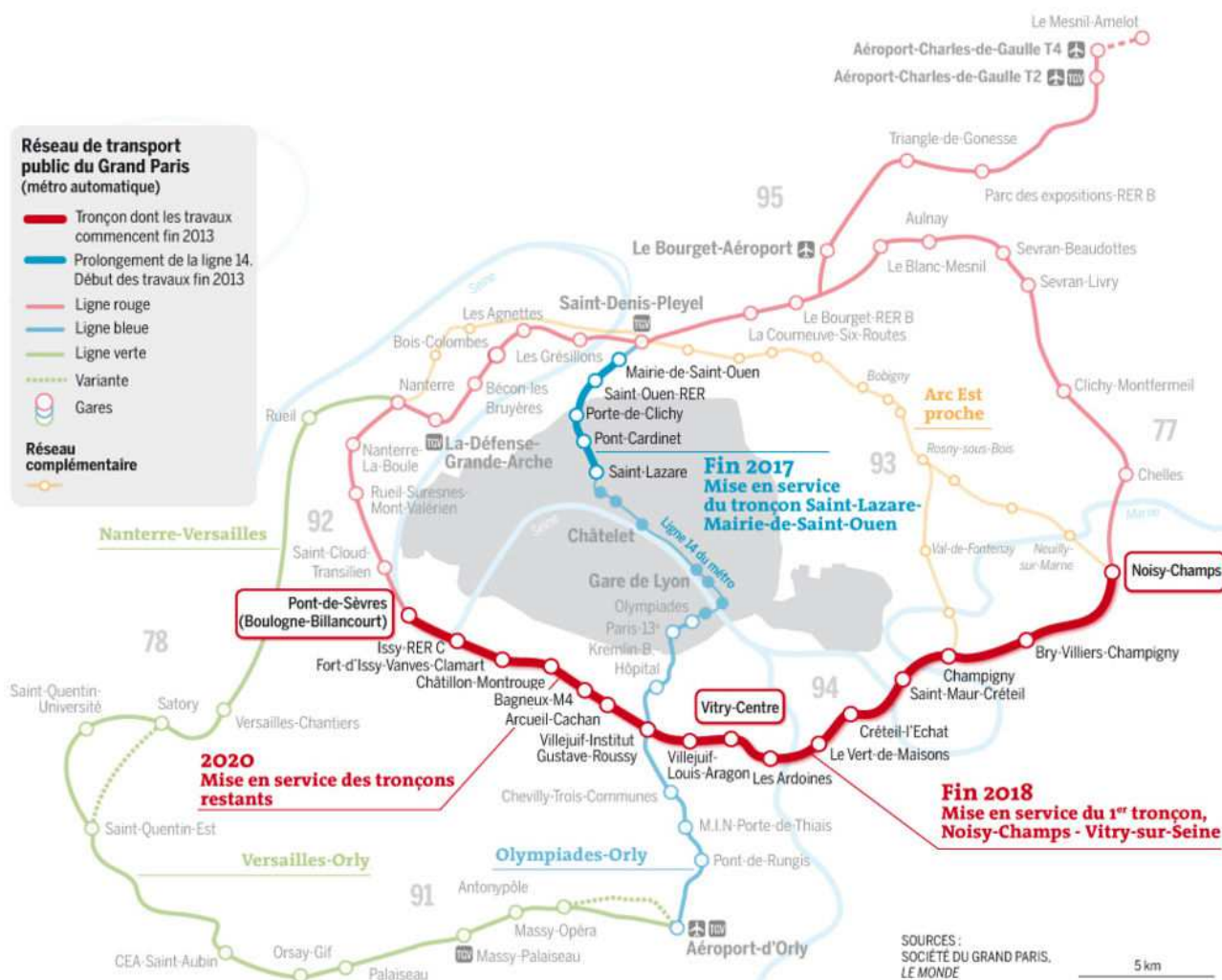
En avril 2012, François Hollande en campagne, s'est engagé à « *ne prendre aucun retard* » dans le projet tout en affirmant que le gouvernement précédent n'avait pas « *su trouver les financements pour atteindre l'objectif final* ». Cécile Duflot avait déclaré le 26 juin : « *Le gouvernement souhaite poursuivre le projet du Grand Paris Express. En devenant ministre, je suis modestement devenue dépositaire de ce succès.* »

Les élus franciliens, qui espéraient un arbitrage de l'Elysée remettant en cause le veto de Bercy, déchantent. Sénateur et président (PCF) du conseil général du Val-de-Marne, Christian Favier demande « *solennellement au gouvernement de réintégrer dans le projet de programmation budgétaire les crédits nécessaires à l'engagement* » du projet.

De son côté, Valérie Pécresse dénonce dans un communiqué « *l'acte de décès du métro automatique en boucle autour de Paris* ». Selon la chef de file de l'UMP en Ile-de-France, « *les liaisons entre le centre de la capitale et les aéroports d'Orly et de Roissy ainsi que la liaison rapide entre Paris et Saclay feront les frais des coupes budgétaires* ». Mme Pécresse estime toutefois qu'un premier tronçon du grand métro pourrait être financé.

« Rien n'est remis en cause »

Sans attendre l'inscription de ce milliard d'euros, la SGP a engagé la mise en œuvre de la première tranche du grand métro qui reliera Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne). Long de 33 km et 16 gares nouvelles, il devrait être mis en service en 2018. Son coût est estimé à 5 milliards d'euros [hors acquisition foncière et achat du matériel roulant](#). Des réunions publiques organisées par la SGP sont en cours jusqu'en novembre.



« On peut commencer, car il y a de l'argent dans la caisse de la SGP », assurait en juillet Daniel Canepa, le préfet d'Ile-de-France. Au cabinet de Mme Duflot, on se montre également confiant sur les possibilités de le financer. « Rien n'est remis en cause », affirme aujourd'hui l'entourage de la ministre. Mme Péresse reconnaît aussi de son côté que ce tronçon devrait être financé.

En revanche, le milliard manquant va contraindre le gouvernement à revoir son schéma d'ensemble de financement des transports en Ile-de-France. Outre le Grand Paris Express, la modernisation du réseau existant des RER, trains et métro représente un investissement global de 32,4 milliards d'euros, selon le chiffrage arrêté en janvier 2010 dans un accord passé entre l'Etat et les collectivités locales.

Roger Karoutchi, président (UMP) de la commission des finances de la région Ile-de-France demande « un Grenelle du Grand Paris » pour « définir la réalité des financements et le calendrier des opérations ».

« Le gouvernement arrêtera un plan de financement du projet correspondant à la priorisation qu'il aura décidé au début de l'année 2013 » indiquait Mme Duflot dans un communiqué, mardi 2 octobre. La SGP pourrait obtenir « une dotation en capital » sans qu'il s'agisse de crédits budgétaires, s'avance la ministre de l'égalité des territoires.

Cécile Duflot assure que le Grand Paris « se fera dans les temps »

AP | 03/10/2012 | 15:25 | **Aménagement**

La ministre de l'Égalité des territoires a tenté mercredi 3 octobre de lever les inquiétudes nées de la non-inscription dans le projet de budget 2013 du milliard d'euro de capital destiné à la Société du Grand Paris.

« La société du Grand Paris est dotée de ses propres ressources. Elle a les moyens d'engager les enquêtes publiques mais aussi les premiers travaux qui devront être engagés. » A sa sortie du Conseil des ministres mercredi 3 octobre, Cécile Duflot a tenté de rassurer les différents acteurs du projet pris au dépourvu après la « disparition » du milliard d'euros prévu pour la Société du Grand Paris dans le projet de loi de Finances pour 2013 (notre article)

« Il y a un travail de séquençage et de priorisation du projet qui est en cours, un rapport qui me sera remis à la fin de l'automne », a ajouté la ministre de l'Égalité des territoires. « C'est sur la base de ce rapport que le dispositif financier qui correspondra bien aux besoins de la société du Grand Paris et de la réalisation du projet sera mis en place. »

« Le Grand Paris se fera dans les temps, avec l'intégration à la fois d'une pression budgétaire que tout le monde connaît et une priorisation du projet qui est en cours », a-t-elle insisté.

« Ce qu'on peut reprocher à ce qui a été fait précédemment c'est de n'avoir peut-être pas mesuré l'ampleur financière globale du sujet », a estimé Mme Duflot.

Comme on lui demandait si une partie du projet pourrait être abandonnée, elle a répondu : « Ce n'est **pour l'instant** pas à l'ordre du jour. La question qui est posée, c'est celle de son séquençage et de la priorisation du projet ».

La veille au soir mardi 2 octobre, un premier communiqué du ministère avait tenté de calmer la situation, affirmant que « le plan d'actualisation, d'organisation, de priorisation et de financement du Grand Paris Express sera arrêté par le gouvernement au début de l'année 2013, en concertation avec les élus des territoires concernés ».

Les Echos AP | [Source AFP](#)

03/10/2012

Grand Paris Express : l'histoire vraie du milliard

Trois jours après la découverte de l'absence du milliard de dotation en capital espéré pour la Société du Grand Paris dans les textes budgétaires, l'inquiétude des élus ne diminue pas malgré les déclarations de Cécile Duflot assurant que le Grand Paris Express se ferait « *dans les temps* ». Et un communiqué de son ministère intitulé : « *Les engagements de l'Etat seront tenus, précisés et financés* ». Dans les territoires concernés, beaucoup pensent que c'est cuit.

Le paradoxe, c'est que cette somme n'était pas du tout dans les plans de financement initiaux. L'ancien secrétaire d'Etat au Développement de la région capitale Christian Blanc avait imaginé un système de financement assez original consistant à « *syndiquer la dette* », comme l'explique un proche du dossier. En résumé, dans cette formule, on fait appel à un pool d'investisseurs qui mutualisent le risque et surtout, « *cherchent à investir massivement sur des investissements pépères qui ne rapportent pas grand chose mais qui sont sûrs* ». La conjoncture fait qu'il y a beaucoup de fonds dans le monde qui cherchent ce genre de piste d'atterrissage.

Mais il n'était du tout question d'une dotation en capital de la SGP. Les équipes de Blanc pensaient qu'une telle idée ne passerait jamais à Bercy. Celle-ci ne figurait d'ailleurs pas dans [le rapport de Gilles Carrez](#) sur le Grand Paris, texte qui a précédé le projet de loi Grand Paris. Et dans le projet, pas de dotation non plus. C'est Jean-Pierre Fourcade, rapporteur (UMP) du projet au Sénat, qui va exiger du gouvernement une dotation en capital de 4 milliards d'euros. Sur le mode : sans ça, votre projet n'est pas crédible. On remarquera que par la suite, les 4 milliards sont logiquement devenus l'Arlésienne, toujours annoncés, jamais débloqués.

Les mois passent, la SGP avance son projet, monte ses équipes, précise tracés et gares et arrive un moment où l'idée qu'il faudrait au moins un milliard sur cette somme, se fait jour. En théorie, avec les ressources propres qui

lui sont affectées, la SGP peut démarrer avec de l'emprunt. Mais les acquisitions foncières rendent la prévision des besoins financiers difficile : on sait en effet combien on va dépenser pour acquérir des milliers de parcelles en sous-sol, mais on a beaucoup plus de mal à déterminer quand les achats auront effectivement lieu. Sur les délais de négociation avec les propriétaires, voire d'expropriation, l'incertitude est grande. Mais au ministère de Cécile Duflot, on pense que là n'est pas la seule incertitude sur les sommes qu'il faudra effectivement déboursier.

Sybille Vincendon Libé

L'UMP s'insurge contre l'abandon du Grand Paris

Le Monde.fr avec AFP | 03.10.2012 à 19h37 • Mis à jour le 03.10.2012 à 19h43

L'UMP a lancé, mercredi 3 octobre, une pétition « *contre l'abandon du projet de Grand Paris* » et a demandé, s'il se confirmait, que soient rendus aux entreprises franciliennes « *311 millions d'euros prélevés chaque année pour financer* » les nouveaux transports.

Parmi les premiers signataires : l'ancien premier ministre, François Fillon, les sénateurs Chantal Jouanno, Gérard Larcher, Jean-Jacques Hyst, Christian Cambon, Philippe Dallier, les présidents des conseils généraux Patrick Devedjian, Alain Schmitz et Arnaud Bazin, ainsi que les députés Jérôme Chartier, Jean-François Lamour, Philippe Goujon, Jean-Jacques Guillet, François Scellier, Pierre Lequiller et Michel Herbillon.

La décision du gouvernement de ne pas inscrire dans la loi de programmation budgétaire 2013-2015 une ligne budgétaire d'un milliard d'euros destinée à doter en capital la Société du Grand Paris a suscité une vive inquiétude des élus franciliens, de droite comme de gauche.

La ministre de l'égalité des territoires et du logement, Cécile Duflot, a tenté de les rassurer en affirmant que les engagements de l'Etat seraient « *tenus, précisés et financés* », affirmant que la société du Grand Paris « *est dotée de ses propres ressources* » et qu'elle « *a les moyens d'engager les enquêtes publiques mais aussi les premiers travaux* ».

UN SÉNATEUR SOCIALISTE FAIT PART DE SES INQUIÉTODES

Le sénateur-maire PS d'Alfortville (Val-de-Marne), Luc Carvounas, a déclaré mercredi, dans un communiqué, que l'absence de ce milliard d'euros de dotation initialement prévu n'allait « *pas dans le bon sens* ».

Luc Carvounas, qui exprime son « *profond étonnement* » et ses « *vives préoccupations* », estime que cela « *risque de freiner le développement économique de la région capitale* » et, « *de surcroît, fait fi des nombreuses difficultés que rencontrent les Franciliens dans les transports chaque jour* ». Pour lui, « *ce milliard de dotation en moins remet clairement en cause la réalisation rapide et concrète du métro du Grand Paris Express* ».

Enfin, il « *constate à regret que les élus franciliens n'ont pas été consultés sur cette prise de décision* ».